

**MARCHE PUBLIC DE
PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**ACCORD CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES « BATIMENTS »
POUR DES OPERATIONS IMMOBILIERES AU PROFIT DES SERVICES DE
L'ÉTAT ET DE CERTAINS ETABLISSEMENTS PUBLICS SITUES EN REGION
ILE-DE-FRANCE**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Relatif aux prestations de

**COORDONNATEUR DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE CSSI
et missions de conseils en SSI**

LOT 4

Référence : **DAE_2026_PI_exe**

SOMMAIRE

Table des matières

Article 1 – Nature – Objet – Dispositions générales.....	3
1.1 Préambule	3
1.2 Textes de références	3
1.3 Qualité environnementale et innovation.....	4
Article 2 – Généralités	5
2.1 Contenu de la mission	6
2.2 Processus de validation du maitre d’ouvrage	6
2.3 Processus de suspension temporaire de la mission.....	7
2.4 Réunions et visites.....	7
2.4.1 Réunions.....	7
2.4.2 Visites	7
2.5 Régime des connaissances antérieures.....	7
2.6 Utilisation du BIM.....	8
Article 3 – Descriptions des missions.....	8
3.1 Phase de conception – UO CSSI 1-1 à 1-5	8
3.1.1 Partie technique 1 – Etablissement du cahier des charges fonctionnel	8
3.1.2 Partie technique 2 – Etablissement des rapports et avis sur les Etudes et DCE-ACT	8
3.2 Phase exécution DET – UO CSSI 2.....	9
3.3 Phase réception et GPA – UO CSSI 3	9
3.3.1 Missions du CSSI lors de la phase réception	9
3.3.2 Documents à rendre à l’issue des missions.....	10
3.4 Prestations complémentaires de conseils en SSI (UO CSSI 4.1 à 4.4 du BPU)	10
3.4.1 Mission de diagnostic technique du système de sécurité incendie (UO 4.1)	10
3.4.2 Mission d’assistance à maîtrise d’ouvrage relative à la réalisation d’une faisabilité à la sécurité incendie (UO 4.2)	11
3.4.3 Mission d’assistance à maîtrise d’ouvrage relative à la préparation à la commission de sécurité incendie (UO 4.3)	12
3.4.4 Mission de constitution du dossier SSI suite à la perte ou l’absence du dossier sur site (UO 4.4)	12
Article 4 – Prestations complémentaires (BPU)	12
4.1 Coût horaire / demi-journée / journée – UO 4.5 (BPU)	12
4.2 Hypothèse de reprise de la mission suite à défaillance (missions CSSI) – UO 4.6 (BPU)	12
Article 5 – Délais d’exécution des prestations.....	13

Article 1 – Nature – Objet – Dispositions générales

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet de définir les missions confiées au coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (CSSI), les conditions d'exécution ainsi que les modalités techniques de mise en œuvre.

1.1 Préambule

L'accord-cadre a pour objet les prestations intellectuelles travaux sur des sites en Ile-de-France de : Contrôleur Technique, Coordination SPS, OPC, CSSI et conseil en SSI, Conducteur d'opération, Diagnostics, et Géomètre.

Les prestataires se verront confier des missions pour la réalisation d'opérations de construction ou de réhabilitations liées au patrimoine de l'Etat et de ses Etablissements publics.

Les prestations peuvent concerner des travaux de construction neuve comme de réhabilitation dans les domaines suivants :

- Logement,
- Tertiaire/commercial,
- Restauration,
- Stockage/archives,
- Laboratoire, enseignement-recherche,
- Socio-culturel,
- Equipements sportifs et de loisirs,
- Immeuble de Grande Hauteur (IGH) / Etablissement Recevant du Public (ERP) / Code du travail
- Immeubles classés ou inscrits au sens du Code du Patrimoine

Cette liste n'est pas exhaustive mais donnée à titre d'exemple.

Les projets concernés pour les réhabilitations peuvent être de plusieurs types :

- Travaux portant sur l'isolation des immeubles,
- Des investissements visant une moindre dépendance aux énergies fossiles,
- Les interventions pour améliorer le confort d'été privilégiant les travaux aux dispositifs passifs, limitant les expositions à la chaleur et en privilégiant la ventilation naturelle,
- Les travaux de gros entretien de renouvellement, la rénovation lourde des bâtiments présentant un enjeu énergétique lourde,
- Les travaux de réaménagements liés aux nouveaux modes de travail.

Sont exclus du présent accord-cadre :

- Les opérations de travaux pour des établissements pénitentiaires
- Les marchés Secret défense
- Les marchés des Etablissements soumis à des exigences de sécurité en termes d'accès et contrôle (personnels soumis à habilitation conformément à l'IGI n° 1300/SGDSN/PSE/PSD du 9 août 2021 sur la protection du secret de la défense nationale).

1.2 Textes de références

Sans que la liste n'ait un caractère limitatif, rappel des textes de références en la matière :

Le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).

Livre IV du code de la commande publique : DISPOSITIONS PROPRES AUX MARCHÉS PUBLICS LIÉS À LA MAÎTRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE ET À LA MAÎTRISE D'ŒUVRE PRIVÉE (Articles L2410-1 à L2432-2)

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Arrêté du 30 décembre 2011 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique.

Code de l'environnement (ICPE : titre premier du livre V)

Code du travail.

NFS 61.931 Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) – Dispositions générales et les suivantes

NFS 61.970 Règle d'installation des Systèmes de Détection Incendie (SDI).

Pour chaque opération, le titulaire doit, dans l'exécution des missions ci-après définies, tenir compte des contraintes propres au chantier à réaliser en milieu occupé ou libre.

Les travaux impliquent en effet une méthodologie de travail et des contraintes techniques particulières en fonction de l'occupation du chantier.

Le titulaire accepte au titre de sa mission de travailler en parfaite collaboration avec les autres intervenants (maîtrise d'ouvrage, MOE, AMO, autres prestataires intellectuels, entreprises de travaux...) durant toutes les phases de l'opération.

Le titulaire a la responsabilité du personnel et des moyens à mettre en œuvre pour la bonne réalisation des prestations faisant l'objet du présent lot.

À l'occasion de chaque bon de commande, le titulaire organise les réunions nécessaires au lancement des prestations avec le bénéficiaire, représentant de la maîtrise d'ouvrage.

1.3 Qualité environnementale et innovation

Dans la limite des dispositions liées à l'opération de travaux identifiée par le service bénéficiaire ; le titulaire met en œuvre les points suivants :

Numérique :

Le titulaire met en place une politique de Green IT dans le cadre de l'exécution du marché (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des mails et envois raisonnés).

L'utilisation d'un espace de travail collaboratif pour le partage d'information et de documentation est mise en place, limitant ainsi l'échange de mails et le volume des données échangées.

Reprographie :

En limitant les reprographies au strict minimum et à utiliser du papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le mode recto -verso et en noir et blanc est privilégié. En cas de recours à la reprographie, le mode recto -verso et en noir et blanc est privilégié. Les documents papiers sont limités et le coût de la reproduction est compris dans le forfait global.

Les documents livrables sont remis via un extranet sécurisé, suivant spécification du service bénéficiaire. Les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

Il rend compte, à la demande de la personne publique, des actions réalisées afin de réduire son empreinte environnementale en matière :

- d'hébergement et de tri de données ;
- d'hébergement de sa plateforme de consultation en ligne ;

Déplacement :

Si la prestation comprend des déplacements, le titulaire privilégie, pour les différents sites concernés par l'accord cadre, les déplacements à pied, avec des véhicules non motorisés ou en transports en commun. Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique conformes aux normes en vigueur.

Matériaux et traitement des déchets :

Au titre de sa mission de suivi d'exécution des travaux, le titulaire doit également veiller à ce que les entreprises de travaux respectent leurs obligations en matière de :

- Traitement des déchets :

Le titulaire veille au respect du tri, de la collecte et du traitement des déchets générés lors des prestations objet du présent marché. En particulier, le titulaire veille au respect du Schéma d'organisation et de gestion des déchets de chantier (SOGED). Une attention particulière est portée sur les actions prévues en matière de prévention des déchets, les méthodes de tri et les installations de traitement vers lesquelles sont dirigés les déchets. La hiérarchisation des modes de traitement visée à l'article L. 541-1 du code de l'environnement est respectée :

- o orientation des déchets vers 1. des installations dédiées à la réutilisation,
- o 2. des installations de recyclage,
- o 3. des installations de valorisation,
- o et 4. en dernier recours, vers des installations d'élimination.

Le titulaire récupère et vérifie la conformité des bordereaux de suivi des déchets (BSD). Ce dernier doit indiquer la typologie de déchets, les tonnages collectés, les modes de traitement appliqués et les lieux de traitement. L'attestation d'élimination des déchets est transmise par le titulaire au bénéficiaire au plus tard avec le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE).

- Emploi de matériaux à performance environnementale :

Le titulaire sélectionne en premier lieu les produits issus du réemploi en précisant la provenance des produits (Les produits comptabilisés au titre du réemploi sont exclusivement des produits ayant déjà été utilisés, c'est-à-dire issus d'un usage antérieur réel. Les produits neufs provenant de déstockage, de fins de séries ou d'invendus ne peuvent donc pas être considérés comme du réemploi). Lorsqu'aucun produit issu de réemploi n'est disponible, le titulaire sélectionne des produits neufs en privilégiant les produits biosourcés ou les produits intégrant une part de contenu recyclé importante. Pour tous les produits neufs, le titulaire vérifie l'empreinte carbone des produits de construction qui est déterminé au sein des FDES individuelles ou collectives selon la norme NF EN 15804+A2 (ou la déclaration par défaut lorsqu'aucune FDES n'est disponible). La FDES est vérifiée par une tierce partie indépendante habilitée et ensuite publiée sur la base de données nationale environnementale INIES (<https://www.base-inies.fr/iniesV4/dist/consultation.html>). Le titulaire transmet le lien du produit référencé sur la Base Inies au moment de la sélection des produits.

Article 2 – Généralités

Il est à noter que le maître d'ouvrage peut se faire représenter par un assistant à maître d'ouvrage pour tout ou partie de ses missions. Le cas échéant, le titulaire est ainsi tenu d'exécuter ses missions en parfaite coordination avec celui-ci.

Le calendrier prévisionnel de l'opération est transmis, par le maître d'ouvrage lors de l'enclenchement de la mission formalisé par bon de commande (ou expression du besoin).

Tout manquement dans le respect de ses obligations et dans la remise des livrables suivant le calendrier prévisionnel expose le titulaire à des pénalités, telles que prévues au CCAP et à l'article 5 ci-après.

2.1 Contenu de la mission

Le présent CCTP a pour objet de définir les missions confiées au CSSI pour la passation des bons de commande visant à :

- Définir la conception et participer à la réalisation de SSI neufs
- Créer les dossiers d'identités SSI pour les systèmes neufs
- Suivre la conception et la réalisation d'extension ou de modification de SSI existant
- Créer les dossiers techniques, sous le format dossier d'identité, pour les SSI existants, modifiés ou étendus
- Mettre à jour les dossiers d'identités SSI existant sur les sites pour les systèmes modifiés ou étendus

L'objectif est soit de répondre à la fois aux non-conformités diagnostiquées par les bureaux de contrôle lors de leurs visites périodiques et aux préconisations formulées dans le cadre des schémas directeurs de mise en sécurité incendie s'ils existent, soit de faire évoluer les équipements pour répondre à des besoins nouveaux du maître d'ouvrage, soit de remplacer du matériel devenu obsolète.

Le CSSI exerce ses fonctions pour le compte du maître d'ouvrage. D'une manière générale, il exécute sa mission en liaison avec tout intervenant impliqué dans la réalisation de l'ouvrage. Son intervention ne modifie en rien les missions découlant pour chacun de son statut et de ses obligations propres.

La formation ou la qualification doit être de type PRV2 ou AP2 ; Qualification professionnelle de CSSI reconnue RNCP ; Certification professionnelle I93 ; Qualification OPQIBI 0321 et 0322

Le CSSI tient compte dans l'exercice de sa mission des incidences de toutes natures découlant des contrôles de qualité, quels que soient les intervenants chargés de ces contrôles.

Le CSSI peut se voir confier les démarches et consultations préalables nécessaires à l'obtention des autorisations administratives, constitue les dossiers et assiste le maître d'ouvrage pendant toute la durée de l'instruction.

Il s'assure que les études d'exécution (notes de calcul, plans schémas, etc.) réalisées par le ou les entreprises des marchés de travaux respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivre son visa. Dans le cadre de sa mission de coordination SSI, il veille à l'application de l'ensemble des normes et textes réglementaires lors de la phase exécution.

2.2 Processus de validation du maître d'ouvrage

L'ensemble des livrables demandés au titre des missions décrites dans le présent CCTP est accepté par décision unilatérale du MOA qui peut prendre la forme d'un ordre de service. Un même ordre de service peut accepter plusieurs livrables.

2.3 Processus de suspension temporaire de la mission

Outre les cas de circonstances imprévisibles prévus à l'article 24 du CCAG, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, selon les modalités décrites à l'article 4.2 du CCAP, suspendre la mission, quel que soit son état d'avancement. Dans ce cas, le titulaire doit interrompre la poursuite des prestations. Il doit néanmoins la production du(es) livrable(s) dû(s) en lien avec les tâches effectuées antérieurement à la décision de suspension, dans les conditions et délais prévus à l'article 5 du présent CCTP.

2.4 Réunions et visites

2.4.1 Réunions

Le coordonnateur SSI est tenu d'organiser les réunions nécessaires à la bonne réalisation de l'opération. Les réunions à prévoir sont au minimum :

- La réunion initiale de démarrage de la mission qui permet d'affiner le calendrier de la prestation, les modalités de transmission des documents, celles d'organisation des visites, et les modalités de prise en compte des remarques que peuvent appeler les différents intervenants.
- La ou les réunions d'avancement. Ces réunions d'avancement permettent de traiter les difficultés rencontrées dans le cadre des éléments déjà répertoriés et de préparer les autres interventions. Au cours de ces réunions, les modalités arrêtées lors de la réunion initiale peuvent, le cas échéant, être adaptées afin de tenir compte des travaux réalisés et des difficultés rencontrées. Un point sur le calendrier de la mission est systématiquement établi à cette occasion.
- La réunion finale de rendu de la prestation comportant une présentation claire et pédagogique de l'état des installations.
- Des réunions complémentaires peuvent être programmées à la demande du coordonnateur SSI ou du maître d'ouvrage si les éléments de contexte le requièrent.
- Le coordonnateur SSI est tenu d'assister aux visites de la commission de sécurité.

2.4.2 Visites

L'attention du coordonnateur SSI est attirée sur le fait que chaque SSI étudié doit faire l'objet de toutes les visites sur site nécessaires, afin de vérifier les données fournies et d'effectuer tous les relevés qui s'avèrent utiles. Pour ces visites, il se rapproche du maître d'ouvrage ou de son représentant. Chaque visite donne lieu à l'établissement d'un compte-rendu qui doit être transmis dans les 7 jours suivant la visite au plus tard.

En cas de difficulté, il doit contacter le maître d'ouvrage qui l'assiste pour lever tout obstacle susceptible d'empêcher le déroulement prévu des prestations. Le coordinateur SSI est tenu de prendre en compte les avis du bureau de contrôle.

2.5 Régime des connaissances antérieures

Le coordonnateur SSI peut accéder aux archives du maître d'ouvrage dans le cas où des informations y sont nécessaires. Des plans sont fournis par le maître d'œuvre si présence d'un MOE sur l'opération.

2.6 Utilisation du BIM

Dans l'hypothèse où la Maitrise d'ouvrage a mis en place un BIM collaboratif, le CSSI, dans le cadre des différentes missions qui lui sont confiées, prend en compte dans ses échanges avec les autres intervenants le format des pièces à respecter selon le processus formalisé dans la convention BIM. La prise en compte de ces spécificités liées à l'outil BIM est réputée comprise dans la mission et sa rémunération.

L'existence de cette particularité est précisée par le MOA lors de la commande de la mission.

Article 3 – Descriptions des missions

Les dates de début et les délais seront fixés par ordre de service ou bons de commande pour les rendus pour l'ensemble des missions confiées. Les pénalités de retard sont mentionnées ci-dessous.

Le contenu de la mission de coordonnateur SSI, doit notamment être conforme à la norme NF S61-931 – 5.3 ou équivalent européen. La conclusion finale de cette mission est la constitution du Dossier d'Identité SS (DI SSI), conformément à la norme NF S 61-932 - Règles d'installation des systèmes de mise en sécurité incendie (décembre 2024) § 15.

Les catégories de SSI concernés vont de la catégorie A à E ; l'ensemble des phases décrites sont applicables pour du neuf ou de la réhabilitation.

3.1 Phase de conception – UO CSSI 1-1 à 1-5

3.1.1 Partie technique 1 – Etablissement du cahier des charges fonctionnel

Le coordonnateur SSI établit le concept de mise en sécurité de l'établissement dans le cahier des charges fonctionnel du SSI définissant :

- La catégorie du SSI ainsi que la description du matériel utilisé,
- L'organisation des zones et la corrélation entre les zones de détection (ZD) et de sécurité (ZS)
- Le positionnement des matériels centraux déportés
- Les modalités d'exploitation d'alarme (restreinte, générale et/ou générale sélective)
- Les constituants du SSI, le mode de fonctionnement des dispositifs commandés terminaux (DCT) et les options de sécurité des dispositifs actionnés de sécurité (DAS) ;
- Le principe et la nature des liaisons ;
- La procédure de réception technique du SSI.

3.1.2 Partie technique 2 – Etablissement des rapports et avis sur les Etudes et DCE-ACT

- Le CSSI établit des avis sur les dossiers APS/APD/PRO/DCE/ACT.
- Afin de garantir la conformité des travaux prescrits avec les objectifs réglementaires du SSI, il établit un rapport synthétique sur tous les dossiers avant lancement des consultations travaux.

Les réunions et visites nécessaires à l'établissement de cette phase sont prises en compte et donnent lieu à des comptes-rendus à l'attention du MOA.

3.2 Phase exécution DET – UO CSSI 2

Le coordonnateur SSI doit :

- Le suivi de la cohérence entre les différents équipements du SSI,
- La vérification de la cohérence entre le cahier des charges fonctionnel (scénarios d'incendie) et les dossiers d'exécution entreprise
- L'interface pour les asservissements SSI avec les entreprises (CVC, SSI, CFa, Menuiseries, etc...)
- La création et mise à jour du dossier d'identité SSI conforme à la norme NF S61-932
- Le contrôle du respect du cahier des charges et suivi du contrôle fonctionnel
- Le renseignement du tableau récapitulatif du matériel

Les réunions et visites nécessaires à l'établissement de cette phase sont prises en compte et donnent lieu à un compte-rendu à l'attention du MOA.

3.3 Phase réception et GPA – UO CSSI 3

3.3.1 Missions du CSSI lors de la phase réception

3.3.1.1 Réception technique du SSI

Le titulaire doit l'assistance au MOA lors des opérations de réception, il doit :

- Organiser les opérations préalables à la réception des travaux.
- Déterminer les éventuelles réserves.
- Assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée.

Le titulaire doit assister le maître d'ouvrage à la préparation de la visite de la commission de sécurité incendie et participer à celle-ci. Il doit aider à la collecte, récolement et constitution du dossier de sécurité incendie.

Conformément à la norme NFS 61-932, le titulaire organise **la réception technique du SSI** :

- Il collecte les fiches d'autocontrôles des essais effectués par les entreprises sur les installations participant à la réalisation du SSI et valide leur contenu.
- Il organise et dirige la visite de réception technique du SSI en présence des représentants du maître d'ouvrage ou de l'exploitant, de la maîtrise d'œuvre et des entreprises (installateur). Il dresse un procès-verbal de réception après des essais fonctionnels du SSI et des essais d'efficacité lors de détection incendie.
- Il établit le procès-verbal de réception technique.
- Il établit un dossier technique appelé « Dossier d'Identité du SSI » intégrant la mise à jour de l'ensemble des informations collectées au cours des travaux (1 exemplaire dématérialisé et 1 exemplaire papier).

3.3.1.2 Opérations réception des ouvrages / parfait achèvement

Le titulaire assiste le MOA pendant la période de garantie de parfait achèvement :

- Procéder à l'examen des désordres signalés par la MOE/MOA.

- Constituer le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) nécessaire à l'exploitation de l'ouvrage, à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre.

3.3.2 Documents à rendre à l'issue des missions

Réception du SSI lors des OPR :

- Les procès-verbaux de réception du SSI.
- La tenue à jour de la levée des réserves.

Dossier d'identité SSI :

- Remise du dossier d'identité par site.

Tous les documents finaux sont fournis en 1 exemplaire papier et 2 exemplaires en version électronique modifiable, répartis comme suit :

- Un classeur A4 avec intercalaires pour le dossier d'identité à remettre à l'établissement contre signature d'un bordereau de prise en charge. Bordereau signé à remettre au maître d'ouvrage.
- Un support numérique par établissement contenant l'ensemble des pièces du dossier d'identité. L'arborescence des dossiers informatiques reprend la numérotation normative du classeur.
- Le cas échéant, un support numérique pour le maître d'œuvre reprenant à l'identique le dossier transmis au maître d'ouvrage.

3.4 Prestations complémentaires de conseils en SSI (UO CSSI 4.1 à 4.4 du BPU)

3.4.1 Mission de diagnostic technique du système de sécurité incendie (UO 4.1)

Cette présente mission ne relève pas d'une exclusivité en CSSI. Il s'agit d'une mission de conseil en sécurité incendie.

Le diagnostic doit être limité au seul périmètre du système de sécurité.

Le contenu du diagnostic doit se baser sur :

- l'architecture du SSI au travers d'un descriptif le plus exhaustif possible du système
- le concept existant de mise en sécurité du SSI
- les constats sur les défauts, dysfonctionnement, dérangements du système
- les essais et constats des désordres du système

Le diagnostic doit alerter le maître d'ouvrage et/ou le chef d'établissement sur l'obsolescence du système, et/ou sur les dysfonctionnements graves constatés et pouvant porter préjudice à la sécurité des personnes.

Le diagnostic porte notamment sur :

- L'organisation générale de la sécurité incendie
- L'identification des risques spécifiques (locaux à risques, stockages matières inflammables, etc.)
- Moyens de secours (extincteurs, RIA, colonnes sèches, etc.)
- Systèmes de sécurité incendie (SSI) : détection alarme, compartimentage, désenfumage, etc.

- Accessibilité et évacuation : issues, dégagements, signalétique, éclairage de sécurité
- Conformité des installations électriques et gaz
- Formation et organisation du personnel
- Procédures d'entretien et vérifications périodiques

Le titulaire doit :

- Réaliser une visite complète du ou des bâtiments concernés
- Analyser la documentation technique mise à disposition (plans, rapports de vérifications, registre de sécurité, etc.)
- Réaliser des relevés sur site et identifier les non-conformités
- Evaluer les écarts vis-à-vis de la réglementation applicable
- Proposer des mesures correctives hiérarchisées par criticité, des mesures et/ou recommandations non chiffrées pour améliorer ou pour une remise à niveau, en le but de garantir le bon fonctionnement du SSI.

Le titulaire fournit à l'issue de sa mission un rapport détaillé comportant un résumé des constats et risques, un tableau des non-conformités avec la localisation et le niveau de gravité, des préconisations de mise en conformité, des photographies ou plans annotés si nécessaire.

Le rapport est remis au maître d'ouvrage en format papier et numérique et s'accompagne d'une réunion de restitution téléphonique ou en visio.

Le diagnostic doit être limité au seul périmètre du système de sécurité.

Le contenu du diagnostic doit se baser sur

- l'architecture du SSI au travers d'un descriptif le plus exhaustif possible du système
- le concept existant de mise en sécurité du SSI
- les constats sur les défauts, dysfonctionnement, dérangements du système
- les essais et constats des désordres du système

Le diagnostic doit alerter le maître d'ouvrage et/ou le chef d'établissement sur l'obsolescence du système, et/ou sur les dysfonctionnements graves constatés et pouvant porter préjudice à la sécurité des personnes.

3.4.2 Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation d'une faisabilité à la sécurité incendie (UO 4.2)

La mission consiste à assister la maîtrise d'ouvrage durant la phase d'étude préalable d'un projet d'extension sur les sujets spécifiques à la sécurité incendie.

Le titulaire doit réaliser des scénarii de faisabilité au regard des contraintes du site identifié :

- Analyser le dossier SSI du site existant à défaut, élaborer celui-ci.
- Analyser des besoins liés aux travaux et la mise en cohérence avec le site existant.
- Proposition de 3 scénarii maximum pour la faisabilité des dispositions et dispositif de sécurité incendie (possibilité d'inclure l'extension dans le dispositif de si existant, nécessité de créer un nouveau dispositif si sur le site, etc.
- Une note récapitulant les obligations réglementaires en termes d'isolement, de construction et d'indépendance des installations techniques et de sécurité, si le projet consiste à la réalisation d'un bâtiment d'extension devra être réalisé.

Après validation d'un scénario le titulaire doit :

- L'élaboration d'un nouveau cahier des charges fonctionnelles ou sa mise à jour si existant.
- L'organisation et la corrélation des zones de détection (ZD) et de sécurité (ZS).
- Procéder aux différents sondages et contrôle nécessaires, suite à l'exécution des travaux.
- Procéder à la réception des modifications effectuées sur le système de sécurité incendie (SSI).
- L'établissement du procès-verbal de réception technique comprenant les essais fonctionnels et de bon fonctionnement du système établi par le coordonnateur S.S.I.
- Procéder à la mise à jour du dossier SSI existant ou remet le dossier d'identité.

3.4.3 Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage relative à la préparation à la commission de sécurité incendie (UO 4.3)

Il s'agit d'une mission de conseil. Dans ce cadre, le titulaire doit assister le maître d'ouvrage à la préparation de la visite de la commission de sécurité incendie.

Il doit aider à la collecte, recollement et constitution du dossier de sécurité incendie. Il doit participer à la visite de la commission de sécurité incendie.

3.4.4 Mission de constitution du dossier SSI suite à la perte ou l'absence du dossier sur site (UO 4.4)

Cette mission s'applique sur des SSI existants non modifiés.

Le contenu de la mission de coordination SSI, doit s'inspirer de la norme NF S61-931 §5.3.

Etant entendu que certains documents et autocontrôles réglementaires ne peuvent être fournis qu'en phase de réalisation neuve, le coordonnateur SSI peut au mieux retrouver ces archives si elles existent et les recompiler dans le dossier final, appelé Dossier d'Identité SSI (DI SSI) conforme au tableau 4 de la norme NF S61-932 § 14.

Article 4 – Prestations complémentaires (BPU)

4.1 Coût horaire / demi-journée / journée – UO 4.5 (BPU)

En cas de besoin ponctuel, hors cadre d'une opération, le maître d'ouvrage peut faire appel au titulaire par exemple pour une expertise ou autres compléments non prévus au forfait.

Les coûts horaires, à la demi-journée ou à la journée mentionnés à cet effet dans le bordereau des prix ont pour unique objet de permettre au maître d'ouvrage de commander des prestations complémentaires, non comprises dans la mission initiale, dont le montant global est forfaitaire. Il ne peut en aucun cas s'agir de procéder à la mise à disposition de personnel, ce qui constituerait un prêt illicite de main d'œuvre interdit par les articles L. 8241-1 et L. 8241-2 du Code du travail.

4.2 Hypothèse de reprise de la mission suite à défaillance (missions CSSI) – UO 4.6 (BPU)

Dans le cas où le Maître d'ouvrage sollicite le titulaire suite à une défaillance d'un prestataire précédent, que ce soit en phase conception ou en phase réalisation de l'opération, le titulaire se doit de reprendre tous documents, plannings, CR et autres livrables réalisés par le prestataire précédent, ainsi que ceux des autres intervenants afin d'avoir une vision complète de l'opération et toutes informations nécessaires à la bonne réalisation de sa mission.

Il se doit également d'en vérifier la conformité et cohérence afin de garantir la bonne poursuite des opérations et impératifs de la mission confiée.

Ce travail de reprise donne lieu à une rémunération en sus des UO commandées. Cette prestation de reprise est déterminée dans l'annexe financière (BPU). Elle ne concerne pas le cas où il est commandé au titulaire uniquement les prestations en phase réalisation, alors qu'il n'a pas participé à la phase conception.

Article 5 – Délais d'exécution des prestations

Le calendrier prévisionnel établi par le maître d'ouvrage définit les délais propres à l'opération en fonction des délais maxima mentionnés dans le tableau ci-dessous.

Cet article fixe, en fonction de la nature des missions, les délais au plus long des remises de livrables par le CSSI ou le Conseil en SSI, sauf accord explicite entre le maître d'ouvrage et le titulaire mentionné dans le bon de commande (ou expression du besoin). Si les délais convenus sont plus courts que ceux indiqués ci-dessous, les pénalités restent identiques.

Eléments de mission	Délai d'exécution maximum / Tâches	Point de démarrage	Pénalités associées
Phase conception			
Tenue des réunions (initiale, d'avancement, finale)	Réunions	Absence, non organisation	250 € / manquement
Toutes obligations figurant aux points 2.3.1 et 2.3.2	Tâches à mettre en œuvre	Constat du manquement	250 € / manquement
Rapport d'analyse des documents de la phase conception ou des documents constituant le SSI existant	3 semaines	OS de démarrage de la mission	250 € / jour de retard
Etablissement du cahier des charges fonctionnel SSI	4 semaines	OS de démarrage de la mission	200 € / jour de retard
Rapport d'analyse sur l'AVP/APD/PRO/DCE	2 semaines	Suite à remise du dossier AVP/APD/PRO/DCE	200 € / jour de retard
Compte rendu des réunions AVP/APD/PRO/DCE	2 jours	Suite à la réunion	150 € / jour de retard
Phase exécution			
Collecte et approbation des documents d'exécution (EXE, VISA), y compris sur équipements proposés	1 semaine	Réception des documents	250 € / jour de retard

Dossier d'approbation			
Présence aux réunions de chantier / contrôle des travaux Compte rendu réunion chantier / contrôle travaux	Date - Réunion	Réunions	200 € / manquement
Réception du SSI et du suivi de la formation du personnel en charge de l'exploitation Pv réception SSI	2 semaines	Date de réception des travaux	250 € / jour de retard
Recollement, contrôle de toutes les pièces constituant le dossier d'identité du SSI Dossier SSI	1 semaine	Date de réception des travaux	200 € / jour de retard
Réalisation du tableau récapitulatif des matériels	2 semaines	Date de réception des travaux	200 € / jour de retard
Parfait achèvement Compte rendu des réserves et PV des réserves éventuelles	2 semaines	Date de fin de parachèvement	250 € / jour de retard
Missions complémentaires			
Mission diagnostic technique en SSI – Remise rapport	3 semaines	OS de démarrage de la mission	150 € / jour de retard
Etude préalable des existants Réalisation de scénarios (études faisabilité au regard des contraintes du projet)	3 semaines	OS de démarrage de la mission	250 € / jour de retard
Préparation de l'ensemble des documents et participation à la visite de la commission de sécurité Dossier à présenter à la commission de sécurité	3 semaines	OS de démarrage de la mission	250 € / jour de retard
Recherche, recollement et constitution d'un dossier d'identité suite à perte ou absence de celui-ci Dossier d'identité (SSI existant non modifié)	3 semaines	OS de démarrage de la mission	200 € / jour de retard